NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

93 Nº 8 1971

Pour un monde solidaire, quelle politique?

René COSTE

p. 849 - 864

https://www.nrt.be/fr/articles/pour-un-monde-solidaire-quelle-politique-1321

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

Pour un monde solidaire, quelle politique ? *

Jusqu'au début du XX^e siècle, faisait remarquer le P. Teilhard de Chardin, l'humanité semblait se fuir elle-même pour se disperser et s'étaler géographiquement sur des espaces qui paraissaient se renouveler sans cesse. Il s'agissait avant tout pour elle de se multiplier et d'occuper la terre. C'est ce qu'il appelait la *socialisation d'expansion.* En sens inverse, depuis le début de ce siècle, estimait-il, parce qu'il n'y avait plus d'espace à occuper sur notre planète, l'humanité n'a pas eu d'autre solution que de se replier sur elle-même, de croître par l'intensification de liens de plus en plus étroits entre ses membres. C'est ce qu'il appelait la *socialisation de compression.* Grâce, en effet, à la foisonnante complexité du réseau de communications que la révolution scientifique et technologique, commencée il y a deux siècles et en cours d'accélération à notre époque, a permis de tisser entre tous les hommes, l'humanité entière est devenue une seule communauté sociologique. La distance, même la plus étendue, n'est plus un obstacle décisif. Par la radio, la télévision, le téléphone, le télex, l'automobile, le chemin de fer, des avions de plus en plus rapides, les hommes vivent maintenant — potentiellement — une sorte d'ubiquité. Ils sont désormais présents les uns aux autres, comme s'ils vivaient « sous un même toit », suivant l'expression de Toynbee. La fermeture du Canal de Suez, l'implantation de fusées soviétiques à Cuba, l'assassinat d'un président aux Etats-Unis, une révolution de palais au Kremlin, la rupture entre les deux capitales qui revendiquent le *leadership* de la révolution mondiale, le dialogue qui semble s'amorcer actuellement entre Washington et Pékin, quelque méfiant qu'il soit encore, la décision des pays producteurs de pétrole — conscients de leur force, notamment par rapport à l'Europe occidentale qui doit

---

(*) Le présent article est le texte, légèrement remanié en vue de la publication, d'une conférence que nous avons donnée à Grenoble, le 7 mai 1971, pour ouvrir un grand débat public sur ce thème, au cours d'une soirée, présidée par Mgr MATAGRIN, qui clôturait un effort de réflexion et d'action, de plusieurs mois, des chrétiens du diocèse. C'est ce qui explique une attention particulière à la politique de la France et à un Message œcuménique des communautés chrétiennes de ce pays. Ce qui le concerne s'applique, dans l'ensemble, tout aussi bien aux autres pays développés.

Nous avons traité les problèmes du Tiers Monde dans plusieurs de nos ouvrages, notamment : *Morale internationale,* Paris-Tournai, Desclée, 1965, p. 465-554 ; *Les communautés politiques,* Paris-Tournai, Desclée, 1967, p. 219-243 ; *Eglise et vie économique,* Paris, Editions ouvrières, 1971, p. 207-242 ; *Quel système économique ?,* Gembloux, Duculot, 1971, p. 145-161.

importer 96 % de ses besoins — de tenir la dragée haute à leurs clients : tous ces événements d'un passé récent se sont répercutés de proche en proche jusqu'à bouleverser l'échiquier mondial. Qu'ils le veuillent ou non, les hommes et les peuples du monde sont embarqués sur le même navire. Ils doivent ensemble éviter les mêmes écueils et affronter les mêmes tempêtes. La *solidarité* leur est *imposée* par les faits.

La question serait-elle donc déjà résolue, puisque l'observation la plus facile suffit à nous convaincre que le monde dans lequel nous vivons est bien un monde solidaire ? Cette évidence malheureusement en appelle une autre : notre monde solidaire n'a pas conscience de sa solidarité effective, ou, du moins, il ne l'accepte pas positivement et n'en tire pas les conséquences logiques. Les uns sont immensément riches, les autres vivent dans la misère. Les uns exploitent, les autres sont exploités. Chacun poursuit son propre intérêt, éventuellement au détriment de celui d'autrui. Même quand elle se prétend socialiste, la politique est nationaliste, c'est-à-dire individualiste, alors que les problèmes qu'elle a à affronter ne peuvent être résolus que par la coopération de tous. L'équipage se dispute et le navire vogue sans boussole et sans gouvernail sur une mer dangereuse. C'est cet *illogisme* que nous voudrions faire apparaître dans la première partie de notre article, que nous intitulerons : *analyse critique*.

Serait-ce une situation irrémédiable ? N'y aurait-il plus qu'à se lamenter ou à continuer habilement à tirer son épingle du jeu ? La lucidité comme la volonté de l'homme responsable ne le permettent pas ; encore moins la foi du chrétien. Nous essaierons de le montrer, dans la seconde partie, qu'en reprenant l'expression thématisée par Gaston Berger et qui depuis a fait fortune, nous intitulerons : *prospective*. Il s'agira de voir si et comment la *solidarité mondiale imposée* par les faits peut devenir une *solidarité mondiale librement acceptée*, recherchée et construite par les hommes.

I. — Analyse critique

Si on examine le fait de la *faim* dans le monde, à la fois sous la forme de la sous-nutrition — en tant que privation du minimum indispensable de calories — et sous celle de la malnutrition — en tant que privation de certaines matières nutritives indispensables au développement harmonieux du corps humain, telles que les protéines, les vitamines et les sels minéraux —, on est amené à constater qu'il s'agit d'un phénomène géographiquement extrêmement étendu. Les deux tiers environ de l'humanité souffrent de ses effets destructeurs. Suivant la juste remarque de Josué de Castro, la carte combinée

de la sous-nutrition et de la malnutrition indique « la violente érosion de la richesse humaine, l'infériorisation de l'homme provoquée par la faim » [1]. Le drame est d'autant plus grave que les pays sous-développés sont le lieu d'une montée en flèche de la population globale, provoquée par la baisse spectaculaire de la mortalité et le maintien d'une forte natalité. En raison des déficiences radicales de leur économie, un accroissement démographique aussi rapide annule, pour une grande part, l'augmentation de leur produit national brut, ce qui fait qu'il les enfonce encore plus dans leur misère. Alors que la population de l'ensemble des pays développés représente seulement 34 % de la population mondiale et dispose de 87,5 % du Produit mondial brut, le Tiers Monde avec 66 % de la population mondiale n'en a guère que 12,5 %. Il est vrai que le sous-développement est un phénomène extraordinairement complexe et divers : dans ses caractéristiques, dans ses causes, par rapport aux chances des peuples d'en sortir : les uns ayant déjà « décollé », suivant l'expression consacrée ; d'autres étant sûr le point d'entrer dans le cycle du développement ; d'autres encore semblant en être très loin, si une aide considérable ne leur est pas fournie. Toujours est-il que des centaines et des centaines de millions d'êtres humains — et dont le nombre ne cesse de croître — se trouvent dans l'impossibilité de réaliser ces potentialités d'épanouissement auxquelles la civilisation moderne serait susceptible de leur permettre d'accéder : bien plus, subissent les contre-coups déséquilibrants de son avancée anarchique et, pour la plupart, sont condamnés à une condition de sous-humanité. D'après la parabole évangélique, le pauvre Lazare gisait, couvert d'ulcères, à la porte du riche. Actuellement, il ne s'agit pas seulement de ces clochards qui sont une honte pour le luxe de nos métropoles ; il s'agit des multitudes des pays de la misère et de la faim.

Le *riche* estime qu'il n'est pas insensible, d'autant plus qu'il a ses propres problèmes chez lui : ses îlots de pauvreté, ses millions de laissés pour compte de la croissance économique, les réclamations de la plupart des catégories professionnelles, qui sont insatisfaites. Le montant net total des ressources fournies par les pays industrialisés non communistes aux pays sous-développés s'est élevé, en 1968, à la somme de 12,8 milliards de dollars : dont 6,4 d'aide publique et 5,8 d'apports privés. Quant au montant total de l'aide des pays communistes, il aurait été d'un peu plus de 350 millions de dollars par an au cours des cinq dernières années. *Ce n'est pas rien.* Non seulement des machines et des capitaux sont mis à la disposition du Tiers Monde, mais aussi des spécialistes de tout genre, dont certains lui consacrent leur vie avec une générosité admirable. Que ce soit sur le

1. *Géopolitique de la faim.* 1re édit., Paris, Editions ouvrières, 1959, p. 49.

plan des infrastructures ou des micro-réalisations, les résultats ne sont pas négligeables. Le Rapport Pearson a raison de remarquer que « C'est la première fois que tant de gens se préoccupent d'adoucir la condition humaine » [2].

Habitants des pays riches, devrions-nous donc nous contenter de congratulations réciproques ? Il serait prudent d'examiner les choses *de plus près.*

Quelque considérable que soit en elle-même la somme globale d'aide au Tiers Monde que nous avons citée, elle est loin de correspondre au 1 % du Produit national brut des pays développés et on n'enregistre pas actuellement de tendance à la hausse globale de la proportion de leur contribution. Pour l'apprécier à sa véritable valeur, quelques comparaisons sont éclairantes. Bien qu'il soit difficile de connaître toujours le montant exact des budgets militaires, il ne semble pas excessif d'avancer à leur sujet un total mondial d'environ 200 milliards de dollars pour 1971. La marche de l'homme sur la lune est l'aboutissement d'une dépense de 50 milliards de dollars. Les dépenses de publicité dans les seuls Etats-Unis se sont élevées à 12 milliards de dollars, en 1965, et le chiffre d'affaires des industries et du commerce du tabac y dépassait les 8 milliards.

Par ailleurs, la plus grande partie de l'aide publique est accordée sur le *mode bilatéral* : environ 90 % en 1967. Cette préférence se justifie partiellement par l'existence de liens déjà créés entre tel pays développé et tel pays sous-développé, qui facilitent la collaboration réciproque, mais n'est-elle pas significative du manque de désintéressement des pays riches ? N'est-ce pas le signe que ce qu'ils poursuivent, c'est moins le développement des pays qu'ils aident que le maintien et le renforcement de leur propre puissance, en s'attachant une clientèle ?

On ne doit pas oublier non plus que l'*endettement* des pays sous-développés pèse lourdement sur eux. En juin 1968, il s'élevait à la somme de 47,5 milliards de dollars et les paiements au titre du service de la dette publique ont porté sur 4,7 milliards de dollars en 1967. Au cours des dix dernières années, leur montant s'est accru de 17 % par an. Que restera-t-il des dons et prêts nouveaux après leur prélèvement ?

La France, elle, s'enorgueillit du taux élevé de son aide au Tiers Monde : 1,24 % de son Produit national brut en 1968. En 1960, elle se targuait d'un taux bien supérieur : 2,19 %, sans dire trop haut que c'était parce qu'elle y comptabilisait les sommes qu'elle consacrait alors à l'Algérie. Elle ne tient pas trop non plus à ce qu'on sache

---

2. *Rapport Pearson, Vers une action commune pour le développement du Tiers Monde*, Paris, Denoël, 1969, p. 82.

que son taux actuel, relativement élevé, tient au fait qu'elle y inscrit encore ses transferts au profit des départements et des territoires d'outre-mer. Ce qui entraîne la conséquence que l'aide publique française aux pays sous-développés indépendants se situe, en définitive, à peine au-dessus de la moyenne mondiale et non plus largement au premier rang. Ce sont ses anciennes possessions qui en profitent le plus : surtout l'Afrique du Nord et l'Afrique noire. L'accent est mis sur la coopération dans l'enseignement : plus de 30.000 enseignants servent outre-mer et ils consomment 70 % des dépenses d'assistance technique. On se préoccupe plus de culture littéraire et de diffusion de la langue française que de formation technique et professionnelle. Peu de bourses d'études conduisent aux écoles d'ingénieurs. Le résultat en est qu'un grand nombre de jeunes hommes que leur diplôme a arrachés à la terre se bousculent dans les villes, à la recherche d'emplois tertiaires, administratifs notamment : ce qui contribue à aggraver le déséquilibre interne de leur pays.

L'enquête doit être poussée plus loin encore, jusque dans les *causes* mêmes du sous-développement.

Il ne faut, certes, pas oublier qu'il s'explique pour une part par l'*ankylose sociale*. A partir du moment où les élites d'un pays, satisfaites de leur réussite, s'abandonnent à l'oisiveté et ne perçoivent plus le besoin d'innover, elles le condamnent à la stagnation et en font la proie facile et tentante d'un autre entreprenant ou agressif. L'exemple décisif en est celui de la Chine, qui stagnait depuis des siècles sur l'une des plus brillantes et — par son antiquité — des plus vénérables civilisations de l'histoire et à laquelle il a fallu une révolution de type totalitaire pour la sortir de sa torpeur.

Il ne faut pas non plus méconnaître les résultats positifs de la *colonisation*, au moins dans certains pays, car elle y a créé les premières bases d'une infrastructure économique et elle a contribué à les tirer de leur isolement.

Elle a cependant un lourd passif. Les pays colonisateurs recherchaient avant tout leur intérêt, leur puissance ou leur gloire. L'activité économique (fréquemment monoculture ; opposition à l'installation sur place d'industries de transformation) était organisée en fonction des besoins exclusifs de la métropole. La traite des Noirs et leur réduction en esclavage sur le continent américain en fut la tare la plus honteuse pour l'Occident chrétien. Il n'est pas exagéré de parler d'*exploitation colonialiste*. La décolonisation politique s'est fait longtemps attendre. Rarement — peut-être nulle part — elle a été préparée méthodiquement à longue échéance. En bien des endroits, on a plutôt tout mis en œuvre pour empêcher la promotion des élites locales capables de prendre en main les destinées d'un Etat moderne.

Cela, c'est le passé. Le *présent* sait mieux cacher son jeu, mais il n'en est pas moins égoïste. Le Tiers Monde reste l'objet de l'impérialisme politique ou économique des pays développés : que ce soit des Etats eux-mêmes ou de certaines grosses affaires financières, commerciales ou industrielles, qui s'assurent des bénéfices énormes au détriment des régions qu'elles exploitent. Des enquêtes précises ont montré que les profits réalisés par les capitaux américains en Amérique latine et en Asie sont de quatre à cinq fois supérieurs aux investissements nouveaux [3]. Si l'impérialisme économique américain est le mieux étudié et le plus dénoncé, à juste titre, d'ailleurs [4], les autres pays riches et leurs capitaux ne sont pas plus innocents. Tous ont leur part dans le partage du gâteau. Les risques assumés par les entreprises qui s'installent dans le Tiers Monde sont sans doute réels, en raison de son instabilité politique, et des calculs de rentabilité sont indispensables, mais est-on pour autant autorisé à piller les pauvres ? La Bible rapporte l'apologue célèbre du riche qui vola la brebis du pauvre et l'apprêta pour le repas qu'il voulait offrir à son visiteur. En l'occurrence, c'était le prophète Natân qui parlait et l'adultère de David qui était visé et stigmatisé. L'apologue biblique ne devrait-il pas s'appliquer maintenant au comportement du monde de la richesse par rapport à celui de la misère ?

Le refus ou l'incapacité des pays développés d'élaborer une politique globale de stabilisation et de valorisation du prix des *matières premières* constituent à eux seuls une violence à l'égard des pays sous-développés : car, en raison de cette carence, ces derniers sont contraints de les vendre, alors que ce sont pratiquement leurs productions exclusives, à des prix insuffisants et d'acheter fort cher en comparaison les produits manufacturés, dont ils sont dépourvus.

Quant aux *ventes d'armes* aux pays sous-développés — dont la France est l'un des opérateurs les plus actifs —, leur motivation est tout autant économique que politique, du côté de l'Occident. Un exemple significatif : le souci du gouvernement français à propos de la vente des *Mirage* à la Libye, de renforcer la sécurité du ravitaillement en pétrole et d'améliorer l'équilibre de la balance commerciale, grâce aux rentrées de devises venant d'un partenaire auquel les *royalties* pétrolières donnent de larges moyens de paiement. N'est-ce pas favoriser du même coup l'expansion industrielle, le plein emploi de la population active, l'augmentation des salaires et la paix sociale... au détriment des autres ? Peut-être objectera-t-on que ce

3. C. JULIEN, *L'Empire américain*, Paris, Grasset, 1968, p. 227-228.

4. G. KOLKO, *The Roots of American Foreign Power (an analysis of Power and Purpose)*, Boston, Beacon Press, 1970 ; H. MAGDOFF, *The Age of Imperialism*, dans *Monthley Review*, n° 4, 1968, traduit chez Maspéro en 1970. Cfr A. BIROU, *Aujourd'hui, l'âge de l'impérialisme*, dans *Economie et humanisme*, **n° 198 (mars-avril 1971), p. 87-92.**

sont les pays du Tiers Monde qui sont demandeurs ! Si trop d'entre eux succombent aux mirages du prestige ou veulent parer à leur insécurité intérieure ou extérieure, ne devrait-on pas plutôt contribuer à ouvrir leurs yeux aux véritables assises du développement et à désamorcer les conflits qui les menacent ? Au lieu de cela, les exportateurs d'armes les incitent à acheter et vont jusqu'à pratiquer un véritable *forcing* à leur égard. Quand donc, suivant l'expression courageuse de Françoise Giroud, cessera le « club des assassins » ?

Nous arrivons ainsi à une constatation d'une extrême gravité : actuellement, *la croissance des pays développés est un frein à la croissance des pays pauvres.* Pouvons-nous en conscience accepter notre bonheur au prix de l'injustice ?

Et ne devons-nous pas nous interroger sur la qualité de la *croissance économique* dont nous profitons ? En soi, elle est une réalité positive et elle est indispensable, en tant que condition et chance d'humanisation. Mais, en fait, l'homme englué dans l'abondance n'est-il pas un homme tronqué, surtout lorsqu'il devient l'homme du gadget ? Encombré de futilités, est-il encore capable de penser à l'essentiel ? « Qu'est-ce que l'homme fera de sa vie, quand il n'aura plus à la gagner, demande Jean Fourastié ? Que sera cet homme qui n'aura plus besoin d'être *faber* parce que ses ancêtres l'auront été, et qui ne sera toujours guère *sapiens*[5] ? » Où puisera-t-il l'enthousiasme, sans lequel ne se font jamais les grandes choses ? « On ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance », affirmait avec raison un *graffito* des murs de Paris, en mai 1968. La société de consommation sécrète aussi facilement l'ennui et le dégradement moral que la détérioration de la nature et les nuisances de la circulation, du bruit et de la pollution atmosphérique, auxquelles même les plus riches ne réussissent pas à échapper. Le pessimisme de l'existentialisme, l'antihumanisme du structuralisme, la grisaille de tant de vies, la morosité du climat collectif, sont les signes du désenchantement. Beaucoup sont en plein désarroi et recherchent vainement un « sens » à l'existence... ou même abandonnent toute recherche, ce qui est encore pire. Bien qu'elle soit souvent excessive, la contestation des jeunes est une réaction saine. « C'est le sous-développement de l'homme qui est le commun dénominateur de tous les divers sous-développements », a écrit Edgar Morin[6]. A ce point de vue, l'homme repu de la société de consommation est atteint tout autant que l'homme famélique et misérable des pays de la misère et de la faim. Lui aussi — et peut-être plus que l'autre — est un homme sous-développé : spirituellement et non plus physiologiquement.

5. *Lettre ouverte à quatre milliards d'hommes*, Paris, Albin Michel, 1970, p. 13.
6. *Introduction à une politique de l'homme*, Paris, Le Seuil, 1965, p. 55.

Revenons-en aux déséquilibres et aux distorsions des rapports mondiaux. Leur cause fondamentale réside dans l'*insuffisance de la prise de conscience* — par les peuples autant que par les gouvernements — de cette solidarité mondiale de fait que nous avons évoquée en commençant. Les mentalités des peuples comme des gouvernements restent des mentalités de clocher, rivées à des solidarités limitées. Les uns et les autres sont essentiellement *nationalistes,* même si leur puissance leur permet d'élaborer une politique planétaire. Mentalement et juridiquement, les hommes vivent cloisonnés à l'intérieur de leurs frontières, alors que leur chance d'avenir, à notre âge désormais et pour toujours planétaire, se trouve dans la promotion d'une communauté politique et économique à l'échelle du monde. Certes, au stade présent de l'histoire, il ne peut être question de vouloir la disparition des Etats. Le mouvement en faveur d'une organisation superétatique mondiale suppose leur maintien. La *réalité nationale* est un fait respectable et sa vitalité doit être assurée, mais à la condition qu'elle ne se veuille pas une « société close », mais, au contraire, une « société ouverte » et solidaire de l'humanité entière, dont elle n'est qu'un fragment. D'ailleurs, à l'intérieur même de la nation, chaque classe, chaque groupe ont-ils leur place légitime ? N'y a-t-il pas des oubliés, des méconnus, des exploités ? L'*indépendance* doit être sauvegardée, mais à la condition d'être pensée et voulue comme *interdépendance,* puisque nous vivons, selon le mot très juste de Mendès-France, « dans un siècle d'irrésistible interdépendance » [7]. Nul mieux que François Perroux n'a dénoncé l'égoïsme de l'*avarice des nations,* son inintelligence, ses conséquences dommageables pour elles-mêmes, ainsi que ses symptômes un peu partout dans les pays développés. Quand donc la politique internationale se préoccupera-t-elle d'aménager la planète, au lieu de « ménager une somme de susceptibilités et de privilèges nationaux » [8] ? Quand donc comprendra-t-on cette *nouveauté radicale* de notre temps que, grâce à la révolution scientifique et technologique, il serait possible de faire accéder en quelques décennies l'humanité entière à un niveau économique, social et culturel élevé, où la misère aurait complètement disparu pour tous, à une économie d'abondance d'où personne ne serait exclu ?

C'est cet individualisme collectif et la non-perception de cette nouveauté qui expliquent que *le fossé continue à s'élargir entre le monde développé et le monde sous-développé,* que la coopération actuelle avec le Tiers Monde est surtout marquée par le désenchantement face à ses inévitables difficultés et que, suivant la cruelle mais lucide

7. *Le Monde,* 12 novembre 1970.
8. G. Marc, *La Croix,* 23 octobre 1970.

remarque de Gabriel Marc, elle « n'est encore qu'un ornement extérieur pour l'opinion publique » [9].

II. — Prospective

Nous avons démoli. Il s'agit maintenant de reconstruire. Nous retrouvons la question que nous avions annoncée comme thème de notre seconde partie : *comment passer d'une solidarité mondiale « imposée » à une solidarité mondiale « voulue » ?*

Bien que nous réfléchissions particulièrement ici sur le problème du sous-développement, problème mondial numéro un à l'heure actuelle, il faut que notre champ de vision soit aussi large que possible, car il existe d'autres problèmes mondiaux, qui concernent aussi tous les peuples du monde. Il y a celui de la guerre et de la paix, sans doute à peu près aussi ancien que l'humanité, mais qui est maintenant sans commune mesure avec le passé. Une guerre nucléaire mondiale n'entraînerait pas la fin de l'espèce humaine, comme on le dit parfois, mais elle handicaperait dangereusement son avenir génétique et elle jetterait pour des dizaines d'années un voile de mort sinistre sur d'immenses secteurs géographiques. Il y a le problème de l'augmentation accélérée de la population mondiale, qui risque de doubler d'ici l'an 2000 et de poursuivre ensuite sa progression géométrique : déjà brûlant pour certains pays, comme l'Inde ou le Japon, il intéresse aussi tous les autres, à plus ou moins longue échéance, et ce serait de l'inconscience que d'attendre la fin du siècle pour commencer à le penser à l'échelle planétaire, en vue d'une régulation équilibrée et conforme à la dignité humaine. Il y a le problème de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, qui passe au premier plan en raison de l'accroissement des besoins énergétiques de la civilisation industrielle et de la diminution concomitante des réserves terrestres en combustible fossile. Quant au problème de la conquête de l'espace cosmique, il représente une aventure si passionnante pour l'humanité qu'il serait regrettable de renoncer à la vivre, mais ne faut-il pas en mesurer le prix et n'y a-t-il pas des urgences prioritaires ? Tous ces problèmes mondiaux, vitaux pour l'humanité entière, exigent des *solutions mondiales,* qui ne peuvent être obtenues que par la coopération de tous les peuples : et une coopération organisée, institutionnalisée. Nous ne voyons pas comment la nécessité de les résoudre permettra d'échapper à celle de constituer une véritable *organisation supérétatique du monde.* Quand on en parle actuellement, on ne soulève guère que des sourires, tellement sa possibilité paraît lointaine et utopique. Devrait-

9. *La Croix,* 24 octobre 1970.

on pour autant cesser de tenir un langage de raison, quand on est convaincu d'avoir raison ? A moins que l'humanité préfère le chaos !

Nous nous contenterons d'esquisser une prospective pour le *développement*. Comment faire pour qu'il trouve un second souffle, alors qu'il est atteint de désenchantement ? Comment faire pour que la seconde décennie du développement, dans laquelle nous venons d'entrer, donne des résultats supérieurs à la première, en profitant des leçons de ses échecs tout autant que de ses succès ? Comment faire pour que l'économie ne soit plus la « science des misères humaines », suivant l'ironique qualification de Karl Marx pour la science économique de son temps, mais la science de la croissance solidaire de tous les peuples du monde ? Comment faire pour que la politique soit au service du développement « intégral », c'est-à-dire de la promotion de « tout homme et de tout l'homme », suivant les expressions de l'encyclique *Populorum progressio* [10] ?

La promotion des peuples du Tiers Monde doit être d'abord leur œuvre propre. On peut et on doit les y aider, mais on ne peut pas remplacer leur initiative et leur décision. Sinon, ils resteraient à l'état de perpétuels mineurs. Sans aucune offense à leur égard, il est bon de le leur rappeler, car certains de leurs dirigeants attendent trop des peuples développés et pas assez d'eux-mêmes. Il faut qu'ils comprennent que ce qui compte avant tout c'est la qualité de leur personnalisation, comme l'ont si heureusement souligné des hommes comme Léopold Senghor et Julius Nyerere. C'est à eux qu'il appartient de définir leur propre développement, ainsi que son processus, de prendre en main et de contrôler sa réalisation. A ce point de vue, les conseils et l'exemple de Mao Tsé-toung sont justes, même s'il fait preuve d'une autosuffisance excessive et dangereuse pour son propre pays. La façon dont Nyerere s'efforce de penser et de concrétiser le *socialisme* pour la Tanzanie, comme une « attitude d'esprit » et non comme « l'adhésion rigide à un modèle politique uniforme », à partir des valeurs modernisées de la société traditionnelle, l'accent qu'il met sur la notion de *self-reliance*, c'est-à-dire sur le mot d'ordre de compter sur ses propres forces, pour chaque citoyen, chaque village, chaque région et le pays tout entier, tout en recherchant la coopération de l'étranger et en la favorisant, nous paraissent exemplaires d'un comportement responsable et riche de leçons pour les pays développés eux-mêmes. Le lecteur comprendra que la profonde inspiration chrétienne de sa politique intéresse particulièrement un théologien. La société industrielle serait dans son tort, si elle favorisait un comportement adolescent chez les peuples du Tiers Monde. Elle

10. N° 14.

n'y est que trop portée, par souci de son propre intérêt ou par manque de lucidité.

Nous n'insisterons pas davantage sur ce point, puisqu'il s'agit pour nous, ici, non pas de faire la leçon aux peuples sous-développés, mais de comprendre la responsabilité à leur égard des peuples développés. Nous ajouterons que nous devons percevoir avec acuité l'énorme difficulté de la tâche de leurs dirigeants et ne pas oublier que les pays colonisateurs sont responsables du fait que si peu aient été préparés à l'assumer.

De toute évidence, la responsabilité des pays développés doit encore se maintenir — et sans doute pour longtemps — sur le *registre de l'aide*.

L'*aide économique* devrait atteindre rapidement la proportion de 1 % du Produit national brut. La proposition en a été émise, dès 1958, par le Conseil œcuménique des Eglises et l'accord semble s'être fait à son sujet, au cours de ces dernières années. A elle seule, sa réalisation permettrait de doubler — et même plus — le volume actuel de l'aide, d'ici à 1975. Ce ne devrait être là qu'une première étape. Une solidarité interhumaine responsable devrait conduire à des objectifs bien plus ambitieux. En tant que variante d'une proposition de Paul VI, la meilleure solution du financement du développement serait celle d'un *impôt planétaire* assumé par les pays dont le revenu par habitant serait au-dessus d'un certain taux et suivant sa proportion. L'Occident devrait en prendre l'initiative, et qui sait si son exemple ne serait pas contagieux ? Les hommes des pays de l'opulence seraient-ils incapables d'un tel geste, dont, d'ailleurs, ils seraient les premiers bénéficiaires, car il servirait la cause de la paix ? Une meilleure organisation de la répartition de l'aide est évidemment indispensable, ce qui exige qu'elle passe, pour une grande part, par l'intermédiaire des institutions internationales, au lieu d'être directement dévolue du pays riche au pays pauvre. On revient toujours à l'exigence de structures nouvelles répondant aux besoins nouveaux de la vie internationale.

Quant à la *coopération technique* par des spécialistes de tous ordres, il suffira de rappeler à la fois son urgence et la mission éducative de formation des hommes qui lui incombe. « Si tu donnes un poisson à un homme, il se nourrira une fois, disait, il y a vingt-six siècles, le Chinois Kuan-tzu. Si tu lui apprends à pêcher, il se nourrira toute sa vie. » La vocation à se mettre au service du Tiers Monde est l'une des plus belles de notre temps.

Tout en maintenant le registre de l'aide, il faut introduire le re**gistre de la *justice*. C'est là que réside l'étape décisive.**

Il s'agit, d'abord, de réorganiser le *commerce international* de telle façon que les pays sous-développés puissent vendre les matières premières qu'ils produisent au prix qu'elles méritent : ce qui suppose leur valorisation, dans bien des cas, et toujours une régulation qui évite des fluctuations excessives. La récente crise du pétrole, qui a éclaté comme un coup de tonnerre, dans un ciel que les augures croyaient sans nuages, provoquée par l'esprit de décision de l'Organisation des pays producteurs et exportateurs, enfin conscients de leur force, pourrait bien marquer un tournant, à la condition qu'ils ne présentent pas des exigences excessives et qu'ils utilisent leurs revenus supérieurs et la conquête de leur liberté pour assurer la modernisation de leur agriculture et une industrialisation équilibrée. Après avoir été la cause première de leur exploitation, le pétrole deviendrait ainsi la grande chance de leur développement. Il faut que, peu à peu, les pays développés puissent valoriser sur place leurs produits de base, en créant leurs propres industries de transformation, qui, à leur tour, les conduiront à l'indispensable diversification de leurs productions et leur permettront ainsi de rompre les lourdes chaînes de la spécialisation excessive que leur avait imposée l'exploitation colonialiste ou néo-colonialiste.

Cette exigence de base, sans laquelle le développement ne s'accomplira jamais, en entraîne d'autres à travers toute une série de réactions en chaîne. Si les pays sous-développés s'orientent ainsi, comme il est nécessaire, encore faut-il qu'ils puissent écouler leurs produits et que, lorsqu'ils sont compétitifs, leur soient ouverts les marchés de la société industrielle : qu'il s'agisse de produits bruts (vin, sucre de canne, blé, riz, etc.) ou de produits transformés (industries alimentaires ou textiles, par exemple). Cela postule une nouvelle division internationale du travail : plus encore, une *remise en cause de l'économie des pays développés eux-mêmes.*

Il faut que ceux-ci poursuivent une croissance dynamique et équilibrée, ce qui exige sa planification et les efforts d'imagination et de courage nécessaires pour juguler l'inflation, qui est devenue la maladie chronique du monde occidental. Il faut qu'ils entreprennent la restructuration de leur industrie et de leur agriculture, en vue de l'établissement d'une économie mondiale fonctionnelle. Il faut que partout le pouvoir politique l'emporte effectivement sur les pouvoirs économiques. En somme, ce qu'il faut chercher à promouvoir, c'est l'avènement d'une société industrielle aux dimensions du monde : de la société de l'humanité planétisée. Ni le capitalisme, ni le communisme ne pourront y parvenir, en dépit de leurs prétentions. Tous deux ont réalisé de grandes choses et ont joué un rôle historique important, mais ils sont tous deux atteints de déficiences radicales,

au détriment et de la personne et de la collectivité. Aucun des deux ne réalise d'une façon satisfaisante le partage équitable des ressources, encore moins le partage du pouvoir. Ils ne répondent suffisamment ni aux exigences de la justice et de la promotion du tout de l'homme et de tout homme, ni aux possibilités et aux besoins d'une société culturellement évoluée, pour laquelle la liberté et le partage des responsabilités sont des aspirations essentielles. Seule la *socialisation dans la liberté,* qui postule la mutation radicale de l'un et de l'autre, est la voie de l'avenir. Si elle ne peut pas encore être définie avec rigueur, car il lui manque une concrétisation suffisante, on peut, du moins, l'entrevoir : précisément comme cette double visée du partage équitable des ressources et des responsabilités entre tous les hommes. S'il semble bien que sa réalisation sera toujours imparfaite, on peut du moins y tendre par le pragmatisme et l'expérimentation et parvenir ainsi à de bien meilleures approximations que celles d'aujourd'hui. Les expériences ne manquent pas qui indiquent la voie. Le malheur, c'est qu'on a trop souvent peur de s'engager sur des chemins nouveaux.

Il est facile d'imaginer l'énormité des difficultés qui seraient entraînées par la mise en œuvre de ces suggestions. Mais n'en résulterait-il pas de plus redoutables encore du refus de les envisager ? La politique de l'autruche qui consiste à refuser de voir le danger, parce qu'il fait peur, n'est-elle pas le comportement le plus assuré d'y succomber ? C'est une question de vie ou de mort pour l'humanité contemporaine : elle n'évitera les catastrophes que si elle accepte volontairement la solidarité qui lui est imposée par les faits et en tire les conséquences logiques. Quelque considérables que soient les difficultés, elles ne sont pas au-delà des possibilités de la science ni des ressources de notre globe. Il suffit de vouloir solidairement les affronter. La société industrielle serait inexcusable de ne pas relever le *défi de solidarité interhumaine* qui se dresse devant elle.

Peut-être est-ce, en définitive, un problème de « *conversion de l'homme* », comme le remarque Josué de Castro [11], après le P. Lebret. « La conscience du développement appelle un développement de la conscience », affirme, de son côté, Edgar Morin [12]. C'est jusqu'à ce niveau qu'il faut se hisser, si on veut comprendre l'enjeu véritable du problème actuel de la politique. L'organisation de la solidarité mondiale est un problème politique majeur de notre temps, mais *chacun est responsable de la politique.* Chacun est responsable de l'élaboration et de la concrétisation d'une nouvelle qualité de vie

11. *Géopolitique de la faim,* nouv. édit., Paris, Editions ouvrières, 1971, p. 472.
12. *Introduction à une politique de l'homme,* p. 57.

collective aux dimensions du monde, qui permette l'épanouissement maximal de tout être humain.

Comme le dit le *Message œcuménique adressé à toutes les communautés chrétiennes de France, à l'occasion de la deuxième décennie du développement,* « Pour nous chrétiens, il s'agit d'une *exigence fondamentale de notre foi.* Quand des hommes souffrent du désordre et de l'injustice, nous reconnaissons en eux le Christ souffrant ; quand l'amour et la justice libèrent des hommes, nous discernons des signes de sa Résurrection. Nous savons que Jésus est l'espérance de toute la famille humaine et donne un sens à l'avenir du monde. Nous savons aujourd'hui qu'aimer notre prochain, c'est l'aimer aussi à travers les relations complexes de l'économie et de la politique. »

Aucune maquette de la société ne découle directement de l'Evangile, et heureusement, car nous ne serions plus les maîtres de l'organiser librement. Dieu, au contraire, nous a voulus libres et responsables et nous a confié les destinées du monde. On peut le lire, dès les premières pages de la *Genèse.* La *créativité,* cette qualité si prisée de la société industrielle, est au centre même de notre foi et nous devons la relier à la *charité évangélique,* qui est bien plus que l'aumône, contrairement à cette interprétation qui la dénature, mais : dynamisme de justice, de dévouement au service du prochain, souci d'efficacité maximale par la recherche des moyens les plus aptes à procurer à nos frères ce dont ils ont besoin, source inépuisable d'énergie et d'invention pour qu'il y ait plus de justice et d'amour sur la terre : pour que l'humanité devienne une communauté de partage et d'amitié entre tous les hommes, pour que tous puissent s'y épanouir dans l'intégralité de leurs potentialités et de leur vocation.

L'Eglise, les Eglises, tout en s'efforçant, par fidélité à Jésus-Christ, d'être rigoureusement fidèles à leur mission essentielle de salut, qui est de l'ordre de la foi, doivent être les signes et les *promotrices* de la justice et de l'amitié entre les hommes, de l'intensification de leur solidarité à l'échelle du monde ; les *dénonciatrices* courageuses et infatigables du péché, de l'égoïsme individuel et collectif. Si leur actif est grand, leur passif est fort lourd. Leur responsabilité est immense. Leurs potentialités : celles mêmes de l'Evangile.

En raison même de leur foi et en collaboration avec tous les hommes de bonne volonté, les chrétiens doivent se faire les champions — ce qui veut dire les auteurs efficients — de la solidarité mondiale sur tous les plans de la politique, de l'économie, de la vie sociale et de la culture. Ils ne l'ont pas assez compris dans le passé. Par suite des prises de conscience nouvelles qui se font jour, ils seraient maintenant inexcusables.

Aux Eglises nous proposerions volontiers d'introduire dans leur liturgie eucharistique la prière suivante, composée par le grand théologien protestant américain, Reinhold Niebuhr, en 1932, en plein cœur de la dépression déclenchée par la terrible crise économique de 1929. Aux chrétiens comme aux Eglises, nous proposerions de la dire et de la vivre suivant les caractéristiques de toute *prière chrétienne authentique,* d'après les si heureuses expressions du pasteur Dumas : non pas comme une « évasion de l'homme vers Dieu », mais comme « le partage que Dieu lui demande de sa propre compromission avec le monde », comme « le travail de la participation de l'homme au travail de Dieu..., la continuation de la responsabilité, une soumission sans démission » [13] : en un mot, comme un engagement à nous transformer et à transformer le monde dans le sens de l'Evangile. Cette prière, la voici :

> O Dieu de grâce et de vérité, si mauvais que nous soyons, nous ne sommes pas totalement tels. Nous sommes malades de l'injustice et de la cruauté dont le monde entier gémit. Nous entendons les cris des opprimés et nous nous rappelons l'angoisse désespérée de ceux qui font face à l'avenir sans emploi, en victimes de la concupiscence du monde.
> Donne-nous sagesse et grâce pour établir la justice parmi les hommes.
> Donne-nous de nous connaître mieux nous-mêmes à l'instant où nous te rendons un culte.

Nous aimerions ajouter la « prière pour le changement » composée par le même R. Niebuhr en 1934 :

> O Dieu, donne-nous la sérénité pour accepter ce qui ne peut être changé,
> le courage de changer ce qui doit être changé,
> et la sagesse pour distinguer l'un de l'autre [14].

Voilà, à notre avis, une façon de prier qui est tout à fait dans la ligne du *Notre Père,* et qui montre que la prière peut redevenir ce qu'elle aurait toujours dû être : la suprême responsabilité et la suprême activité de l'homme.

*
* *

Pour ne pas multiplier indéfiniment les suggestions, ce qui disperse l'attention et les efforts, nous nous contenterons, en guise de *conclusion,* de reprendre les *propositions pratiques* du Message œcumé-

13. *Une théologie de la réalité, Dietrich Bonhoeffer,* Genève, Labor et Fides, 1968, p. 220.
14. Les deux prières sont traduites et citées par B. DE MARGERIE, *Reinhold Niebuhr, Théologien de la communauté mondiale,* Paris-Bruges, Desclée De Brouwer, 1969, p. VII.

nique : « En ce qui concerne notre pays, il est indispensable, pour commencer, qu'il engage sa responsabilité sur un certain nombre de points :

— une aide publique réelle visant à atteindre 1 % de nos ressources ;
— des prêts à long terme et à faible intérêt en faveur du Tiers Monde ;
— une ouverture plus large de nos marchés aux produits qui y sont fabriqués et un paiement à leur juste prix des matières premières qui en proviennent ;
— une condition juste faite aussi bien aux travailleurs immigrés chez nous qu'aux classes défavorisées de notre société ;
— la renonciation à la course aux armements ;
— l'accès plus large des hommes du Tiers Monde aux connaissances et aux compétences. »

Nous nous limiterons à deux remarques au sujet de cette prise de position. 1°) Le texte dit : « pour commencer ». Quelque difficile que soit la concrétisation de ces suggestions, il ne s'agit, en effet, que d'un commencement. Il faut aller plus loin. Nous avons indiqué dans quel sens. 2°) Ce sont bien des propositions politiques qui sont formulées et il faut s'engager à ce qu'elles inspirent effectivement la politique des pays développés. Les communautés chrétiennes ont le droit de les formuler en tant que telles, car même si leur mission axiale est une mission de salut et non pas une mission politique, elles détiennent, en raison même de cette mission, une *responsabilité de type prophétique et diaconal dans le domaine politique :* c'est-à-dire une responsabilité spéciale de service de la communauté humaine, dans le respect de sa liberté, et aucunement de domination politique.

Peut-être nous reprochera-t-on d'avoir manié le langage de l'utopie, en préconisant des mutations d'une grande difficulté ? C'était la mission du théologien d'exposer les problèmes dans toute leur ampleur et leur acuité. L'homme n'a-t-il pas besoin d'étoiles non seulement pour rêver, mais aussi pour voir clair dans la nuit ? Le monde a besoin de novateurs, d'hommes lucides et courageux, qui ne craignent pas de quitter les chemins battus. Voulons-nous être de ceux-là ?

F - 31 - Toulouse
31, rue de la Fonderie

René COSTE,
de Toulouse et à l'Université Catholique de Louvain